Femmes, population et crise mondiale

Un livre d'Asoka Bandarage : Women, Population and Global Crisis (Femmes, population et crise mondiale)

Partage international n° 148 – Décembre 2000

par Carmen Font

Un fermier brésilien à qui l'on demandait pourquoi il avait neuf enfants répondit : *« Parce que trois mourront en bas âge, trois émigreront à São Paulo, et trois resteront ici pour s'occuper de nous quand nous serons vieux.. »* Cette réponse, habituelle dans les pays en voie de développement, résume à elle seule l'idée prévalante selon laquelle l'explosion démographique des cinquante dernières années serait due à l'élévation du taux de fécondité chez les femmes pauvres.

C'est cette vision trompeuse et partielle du problème de la surpopulation que remet en question Asoka Bandarage, d'origine sri lankaise et professeur dans le Massachusetts, dans son ouvrage *Women, Population and Global Crisis* (Femmes, population et crise mondiale). Elle y analyse avec une clarté inhabituelle les idées sur le problème de la population, et en examine les causes réelles.

Son travail est en grande partie une critique de la doctrine malthusienne, dont elle voit une résurgence dans la culture capitaliste occidentale. Selon Malthus, économiste anglais de la fin du XVIII[e] siècle, les principaux problèmes sociaux ont tous leur origine dans la croissance démographique : en effet, au rythme exponentiel de la croissance des naissances s'oppose la progression arithmétique de la production alimentaire et des ressources. Par conséquent, la meilleure façon d'assurer la survie de l'espèce consistera à contrôler le taux de natalité. Cette doctrine domine les principales institutions du monde.

Faire de la réduction de la natalité la mesure centrale de lutte contre la pauvreté aboutit, en fait, à montrer toute l'absurdité de cette doctrine, puisque c'est le contraire qui semble vrai. A. Bandarage en cite comme preuve manifeste le Bangladesh, qui a « réussi » à faire baisser son taux de natalité au cours des trente dernières années sans entraîner une diminution majeure de la pauvreté ou des transformations sociales, ainsi que le relève, en 1992, la Banque mondiale dans son étude d'évaluation de ses opérations : « *Le taux de fécondité peut baisser et l'usage des contraceptifs augmenter sans changements significatifs dans les variables sociales, économiques et sanitaires considérées comme les conditions préalables à tout changement démographique. C'est ce qui fait du Bangladesh un cas particulièrement intéressant à étudier, car il pourrait permettre de voir si des changements démographiques semblables sont possibles dans nombre d'autres pays pauvres qui ne montrent aucun signe avant-coureur de baisse de la fécondité.* » Les taux de natalité ont chuté, mais « *le nombre de personnes vivant dans la pauvreté au Bangladesh, que ce soit dans les zones rurales ou urbaines, a augmenté ces dernières années. La mortalité infantile y est encore élevée : 10,8 % pour la période 1990-1995, alors que l'alphabétisation féminine est basse : 22 % des femmes adultes. En réalité, le fait d'avoir cru qu'une politique de planning familial puisse réussir « en l'absence d'un développement socio-économique extensif a eu pour conséquence la détérioration des conditions de santé et de bien-être des pauvres.* »

Le droit des femmes ne doit plus se réduire à celui de la reproduction. Nombre d'agences, de plans et de conférences consacrés au développement, tel le Programme d'action de la conférence internationale sur la population et le développement, non seulement réduisent souvent les libertés des femmes à la seule liberté de reproduction, mais s'occupent peu de ce qui touche à leur santé ou à leur qualité de vie. Or, il ne peut y avoir de véritable choix en matière de maternité tant que les besoins fondamentaux ne sont pas satisfaits. Cette satisfaction doit précéder toute limitation volontaire des naissances. A. Bandarage rapporte aussi une preuve frappante d'imposition de programmes de contraception par certaines cliniques de planning familial dans des pays en voie de développement. Au niveau local, par exemple en Chine, en Inde et en Indonésie, les femmes auraient reçu des prêts, des micro crédits, voire des prestations, en échange de la promesse de ne plus avoir d'enfants. Au niveau international, la Banque mondiale a de plus en plus tendance à conditionner ses prêts aux pays débiteurs du tiers monde à

l'adoption de leur part d'une politique drastique de réduction de la natalité.

Les femmes dans l'économie politique de la pauvreté

Selon le professeur A. Bandarage, le véritable responsable de cet état de fait, c'est le système économique mondial : les femmes sont, dans une large mesure, les canaux par lesquels ce système transmet les disparités. Elle récapitule un certain nombre de questions économiques et politiques liées à la surpopulation :

– La technologie élargit le fossé : *« L'introduction du mode de production capitaliste et la mercantilisation du travail ont encore plus désavantagé la femme que l'homme en ce qui concerne l'accès à la terre, au crédit, au marché du travail et aux revenus. »* La monoculture extensive imposée par le Nord, en utilisant une main d'œuvre bon marché, a dévasté l'agriculture locale communautaire et causé la déforestation. Il faut encourager une production locale respectueuse de l'environnement et accessible aux femmes, qui sont les principales pourvoyeuses de nourriture. La solution à long terme à la crise économique mondiale, à la pression migratoire qui s'exerce des pays du Sud sur ceux du Nord, et à l'exode rural dans les pays pauvres, réside dans la préservation des écosystèmes locaux, le renforcement des économies et de la production locales.

– Politique d'ajustement structurel : les politiques de libre-échange imposées par le FMI et la Banque mondiale se caractérisent par une libéralisation du commerce, qui favorise surtout les exportations des multinationales, par la dévaluation des monnaies locales et, surtout, par des coupes importantes dans les dépenses sociales à seule fin de rembourser la dette extérieure. Il en résulte un chômage généralisé, qui touche plus particulièrement les femmes, un accès restreint aux services et aux emplois, et la baisse de la production alimentaire. L'annulation de la dette est impérative.

– Inégalité des modèles de consommation : la plus grande menace pour la préservation de l'environnement vient plutôt des 20 % plus grands consommateurs du Nord que des 20 % plus petits consommateurs du Sud. A. Bandarage fait observer que *« les pays industrialisés qui représentent moins de 25 % de la population mondiale consomment plus de 75 % de l'énergie. Ils produisent les deux tiers des gaz à effets de serre, comme le dioxyde de carbone, et plus de 90 % des chlorofluorocarbones à l'origine de la dégradation de la couche d'ozone. »* On retrouve la même inégalité dans le commerce : le Nord importe plus qu'il n'a besoin, épuisant ainsi les réserves et les écosystèmes du Sud. Le Nord doit donc consommer moins et développer des modes alternatifs de production et d'utilisation de l'énergie. *« Il faut une meilleure distribution de ces ressources si l'on veut rééquilibrer la concentration excessive des richesses dans les pays développés. De plus, la consommation excessive a un autre effet, secondaire mais dangereux, qui est de détourner de la recherche du sens de la vie. Il est nécessaire, par exemple, de transformer l'orgie capitaliste et consumériste qu'est devenu Noël en une expérience plus réfléchie de partage simple, conforme au véritable esprit du Christ.*

– Dépenses militaires : *« Lorsque les dépenses militaires sont prioritaires, c'est généralement au détriment des programmes sociaux. »* Dans les pays où elles sont près de trois fois supérieures à celles de l'éducation ou de la santé, l'espérance moyenne de vie et le taux d'alphabétisation sont relativement bas. Ainsi que l'explique A. Bandarage, *« les coupes sombres dans les budgets consacrés à la santé et à d'autres services, l'augmentation des prix des denrées alimentaires et des transports et le recrutement massif de l'armée dans la population masculine retombent essentiellement sur les femmes, qui doivent par leurs propres efforts compenser les pertes de revenus et de force de travail. »*

Facteurs socioculturels

L'illettrisme rend nécessaire les familles nombreuses, en tant que mécanisme de survie, et réduit l'accès à l'emploi, et donc à l'argent nécessaire pour payer l'éducation. *« Les plus fortes réductions dans la natalité se produisent lorsque diminuent les inégalités entre secteurs économiques et, en particulier, lorsque les revenus des groupes les plus pauvres augmentent. »* Les facteurs culturels sont difficiles à changer, car ils se heurtent à la domination masculine, au Nord comme au Sud. A. Bandarage en fournit des exemples frappants : *« Quand l'environnement devient fragile, le bois de chauffage, l'eau, la terre et les autres ressources naturelles se raréfient. Les pauvres passent alors la plupart de leur temps à s'approvisionner en bois, en nourriture et à aller chercher de l'eau. Comme ces tâches sont généralement dévolues aux femmes, ce sont elles qui supporteront ce surcroît de temps de travail. »*

Vers une transformation psycho-sociale

Mais ce qui fait surtout la valeur de cet ouvrage, c'est d'avoir réussi à analyser la relation entre

l'inégalité féminine et la crise mondiale actuelle de manière à faire ressortir la nécessité d'une transformation spirituelle de la société - transformation qu'elle qualifie de psycho-sociale. Elle la définit comme un *« changement de paradigme, un passage du paradigme de la domination à celui du partenariat ».* Elle voit dans la domination la « raison d'être » qui a conditionné notre culture depuis des siècles, et notamment défini les relations humaines en termes de supériorité : supériorité du Nord sur le Sud, de l'employeur sur l'employé, de la croissance sur la valeur, des Blancs sur les Indigènes, et ainsi de suite. Ce paradigme renvoie à une structure psychologique dualiste profondément enracinée, qui voit le soi comme différent et nécessairement contraire à tous les autres soi, et c'est ce type de pensée séparée et séparante qui nous a conduit à ignorer notre vraie nature en encourageant la cupidité, la haine, la peur et la poursuite d'un individualisme extrême.

Mais A. Bandarage est optimiste sur le changement en cours : beaucoup de traditions spirituelles et de philosophies de justice sociale que l'on trouve un peu partout dans le monde travaillent à changer cette vision dualiste et à comprendre à quel point la vie est interconnexion. A l'opposé du paradigme de la domination, le partenariat accepte le caractère inévitable de la mort, comme faisant partie du cycle sans cesse changeant de la nature. Il accepte la réalité de l'impermanence, la nature constamment changeante de tous les phénomènes, matériels et mentaux - *anicca,* en pali, la langue des Ecritures bouddhistes. La conscience de cette impermanence fondamentale aide à libérer l'esprit de l'attachement aux formes particulières, physiques et mentales, au nombre desquelles l'idée de soi séparé.

Cette approche requiert coopération et équilibre entre les différentes parties du tout et fait ressortir le caractère crucial de l'égalité entre femmes et hommes. La transformation requise n'est pas simplement de nature intellectuelle, elle est un changement du cœur humain : « *De l'ignorance (moha), la cupidité (raga) et la haine (dosa) à la sagesse (panna), la générosité (dana) et la compassion (karuna). »*

A. Bandarage souligne la nécessité pour chacun de s'engager dans une forme ou une autre de pratique spirituelle, notamment la méditation : *« Nous avons besoin d'une ferme auto-discipline fondée sur une pratique spirituelle, que ce soit la méditation, la communion avec la nature, ou toute autre méthode volontairement acceptée. »*

Il ne faut pas se contenter de transformations extérieures, mais développer une vie intérieure saine : *« Nous devons aller au-delà du réformisme social et environnemental, qui touche aux problèmes de surface tels que la surpopulation et l'immigration, pour explorer les causes profondes de notre coupure avec la nature […] La crise à laquelle le monde est confronté est fondamentalement de nature morale et spirituelle : c'est une crise des relations. »* Ce qu'il faut traduire en action : *« Nous devons établir un programme précis d'action politique qui soit fermement fondé sur des enseignements universels, spirituels, et qui nous fassent sortir des cercles étroits du sectarisme et des intégrismes religieux et ethniques. »*

Bibliographie : Asoka Bandarage, *Women, Population and Global Crisis,* Zed Books, London, 1998. (Non traduit) ; Malthus : *Essai sur le principe de Population* (Garnier- Flammarion, poche) ; pour les données statistiques, *l'Etat du monde en 2000* (World Watch Institute).

Auteur : Carmen Font, professeur d'université et correspondante Share International. Elle réside en Espagne.
Thématiques : Société, femmes
Rubrique : Compte rendu